

United Nations



Nations Unies

Bureau de la coordination des affaires humanitaires

**Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et
Coordonnateur des secours d'urgence
Discours de Mark Lowcock à Sciences Po Paris**

Le grand Sahel : Comment éviter une tragédie imminente

Un discours virtuel ; New York, 13 octobre 2020

Je suis ravi d'être à Sciences Po - même virtuellement - car vous êtes les futurs décideurs qui devront se pencher sur le sujet que nous allons aborder aujourd'hui. Les idées et les actions entreprises par ma génération dans la région du Sahel n'ont tout simplement pas porté les fruits escomptés.

De part mon travail à l'ONU je fais face aux pires tragédies humanitaires dans le monde. Rien ne me fait plus peur que la situation au Sahel. Je crains que la région soit sur le point de basculer, touchant par extension les pays voisins africains, l'Europe et le monde. C'est une tragédie évitable qui se profile à l'horizon.

La semaine prochaine, les Nations Unies, l'Allemagne, le Danemark et l'Union européenne organiseront une grande conférence sur le Sahel central. Les dirigeants de la région et du monde entier se réuniront pour lever des fonds et prendre des engagements politiques concrets. Cette conférence arrive à point nommé car, à l'heure actuelle, la plupart des politiques publiques, tant au niveau national qu'international, traitent les symptômes plutôt que de s'attaquer aux causes. Lors d'une conférence que j'ai donnée l'année dernière au Conseil européen des relations extérieures à Bruxelles, j'ai démontré qu'il s'agit là d'une recette infaillible pour l'échec. A peine 16 mois plus tard, nous sommes bien plus près du gouffre que je n'aurais pu l'imaginer. Aujourd'hui, je veux expliquer pourquoi nous en sommes arrivés là et ce que nous pouvons faire pour y remédier. Je commencerai par essayer de cerner la problématique et revenir sur les faits principaux.

Je prendrai ensuite un moment pour revenir sur la dernière décennie, faire le point sur la situation actuelle et imaginer le futur du Sahel. Pour conclure, je me permettrai de partager quelques réflexions sur ce que nous devrions faire.

Géographiquement, le Sahel est défini de façon assez vague. Au plus large, il s'étend sur toute l'Afrique, de l'Atlantique à la mer Rouge. Je me concentre aujourd'hui sur six pays. Le Burkina

Faso, le Mali, le Niger, le Tchad, le Cameroun et le nord-est du Nigéria. En d'autres termes, le Sahel central et les pays du bassin du lac Tchad.

Une grande partie de ce que je vais dire vous paraîtra sombre. C'est pourtant la réalité. Les problèmes sont redoutables et s'aggravent.

Permettez-moi de préciser d'emblée qu'il ne pourrait ne pas en être ainsi.

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel ont historiquement abrité de grands et puissants empires. Des centres de commerce régionaux florissaient avec de grandes richesses bien avant l'arrivée des colons européens. Je pense ici à Mansa Musa, un dirigeant malien qui a donné tellement d'or lors de son passage en Égypte que le pays a dû faire face à un problème majeur d'inflation.

Les Sahéliens ont largement contribué à l'héritage artistique, musical, architectural et scientifique du monde entier. Tombouctou, souvenez-vous, a abrité la première université du monde ainsi que l'une de ses plus anciennes bibliothèques. Les six pays dont je vais vous parler abritent tous un ou plusieurs sites du patrimoine mondial de l'UNESCO.

La région est riche en ressources naturelles, notamment grâce à sa capacité de création d'énergie renouvelable. Tant de capital humain attend d'être pleinement utilisé. Comment en sommes-nous arrivés à la situation actuelle ?

Commençons par l'essentiel.

Actuellement, les habitants des six pays du Sahel que j'ai mentionné se trouvent au coeur d'une véritable zone de confluence de conflits et d'insécurité, de mauvaise gouvernance, de sous-développement et de pauvreté chroniques, de pressions démographiques et de changement climatique.

Permettez-moi de dire quelques mots sur chacun d'entre eux.

Le conflit au Sahel est complexe. Les causes et les auteurs de la violence sont nombreux et ne font que s'accroître. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs grandissent, découlant principalement de la concurrence face à des ressources de plus en plus rare. Des conflits sont provoqués par des groupes extrémistes cherchant à diminuer le pouvoir des Etats et à s'emparer de territoires, comme les campagnes menées par Boko Haram, l'Etat islamique d'Afrique de l'Ouest et d'autres. Torture, brutalité, enlèvements, esclavagisme sexuel, assassinat et autres violations flagrante des droits de l'homme sont commun à ces groupes. Ensuite, il y a la violence des groupes criminels organisés, qui dirigent les réseaux de trafiquants, organisent des enlèvements, pillent les biens et volent les ressources naturelles pour en tirer profit. Les organismes sécuritaires des Etats cherchent à les combattre en dépensant une part toujours plus grande des ressources publiques à cet égard. Trop souvent, ceci a contribué à exacerber le

problème, notamment avec des excès de violence ou de part un manque de protection des civils, ce qui a eu pour effet de pousser des citoyens dans l'opposition.

Tous les pays dont je vous parle aujourd'hui obtiennent de mauvais résultats selon les indicateurs d'efficacité de la gouvernance fixés par la Banque mondiale. Les autorités étatiques offrent trop peu de services, ne se montrent souvent ni responsables ni sensibles face à leurs concitoyens et sont trop souvent dirigées par des personnes qui pensent que l'objectif de la fonction publique est l'enrichissement personnel plutôt que le service à la communauté, renforçant fréquemment les griefs légitimes plutôt que de les traiter. Ils se comportent d'une manière qui fait que certains se sentent exclus. La justice est insaisissable et cela contribue également à renforcer les griefs. Tout cela fait qu'il est difficile de s'attaquer à la pauvreté et au sous-développement. Les pays du Sahel se retrouvent systématiquement en bas du classement des indices de développement humain ce qui reflète une pauvreté élevée, une faible espérance de vie, une mortalité infantile élevée et un faible niveau d'accès à l'éducation. Seules 9% des filles terminent l'école secondaire. Les moyens de subsistance traditionnels sont mis à mal par la croissance démographique rapide et la pression sur les ressources, alors qu'il est coûteux d'améliorer les infrastructures dans ces grands pays où les populations sont dispersées. Cela vaut pour les infrastructures matérielles comme les routes, les systèmes d'approvisionnement en électricité et en eau, mais aussi pour les infrastructures plus simples comme les écoles et les cliniques. Et puis il y a le changement climatique. Depuis les années soixante-dix, le Sahel s'est réchauffé deux fois plus vite que le reste du monde. Cela entraîne de graves conséquences sur les moyens de subsistance des Sahéliens.

Les taux de fertilité dans le Sahel sont parmi les plus élevés au monde, avec une croissance démographique annuelle en moyenne de 3%. Au Niger, une femme a en moyenne sept enfants, ce qui équivaut à un doublement de la population tous les 17 ans. Au cours des deux cents dernières années, la croissance démographique mondiale a généralement soutenu le développement, en particulier pendant la période du dividende démographique, lorsque les États ont une faible proportion de personnes à charge - jeunes enfants et personnes âgées - par rapport aux travailleurs. Mais ce dividende n'est pas inévitable. Il y a des exemples, comme l'Irlande dans la première moitié du 19ème siècle (d'où sont originaires beaucoup de mes ancêtres), où une croissance démographique rapide en l'absence de diversification économique a conduit à la catastrophe.

L'un des aspects les plus frappants concernant le Sahel est qu'il y a peu de contestation sur l'analyse ou sur les défis à relever. Et nous ne manquons certainement pas de diagnostics ou de stratégies. J'ai recensé pas moins de 20 stratégies internationales, de donateurs ou multilatérales, y compris celle de l'ONU, qui couvrent la région.

Certains dirigeants régionaux font tout leur possible pour aider leurs citoyens. Pourtant, malgré le potentiel et tous les efforts engagés, les choses ne font qu'empirer.

Je veux vraiment essayer de comprendre pourquoi. Pourquoi le nombre de personnes déplacées et en insécurité alimentaire augmente-t-il en flèche ? Pourquoi les conflits s'étendent-ils ? Pourquoi constatons-nous une augmentation des attaques et de l'influence des terroristes et des militants dans toute la région ? Et pourquoi la réponse, au niveau national et international, est-elle si inefficace pour renverser la tendance ?

C'est pourquoi aujourd'hui, même si je suis le chef de l'humanitaire de l'ONU, je dois aller au-delà de l'humanitaire, parce que si nous ne nous attaquons pas aux causes profondes, les symptômes, comme la souffrance humaine, ne feront qu'empirer.

J'ai voyagé dans certains de ces pays depuis près de 30 ans. Ma première visite en tant que Coordonnateur des secours d'urgence en 2017 dans la région était au Niger et au Nigéria. Et depuis lors, je suis plus convaincu que jamais de deux choses.

Premièrement, l'aide humanitaire est une bouée de sauvetage cruciale pour des millions de personnes dans le monde. Le système humanitaire - les agences des Nations Unies, la famille de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et les ONG locales et internationales - est incroyablement efficace pour apporter de l'aide aux personnes qui en ont le plus besoin. Sans aide, des millions de personnes mourraient chaque année. En 2020, pour les six pays dont nous parlons aujourd'hui, les organisations humanitaires ont recueilli plus de 1,3 milliard de dollars américains, ce qui permet d'aider 22 millions de personnes. L'année dernière, les organisations humanitaires ont fait en sorte que neuf millions d'enfants soient vaccinés contre la rougeole, que près de trois millions d'enfants soient traités contre la malnutrition et que quatre millions reçoivent de la nourriture. Et la grande majorité de cette aide a été fournie par des ONG locales et internationales. Mais ensuite, je me suis rendu compte que l'aide humanitaire n'est en quelque sorte qu'un pansement qu'on applique sur une plaie beaucoup profonde. Et en ce moment, la blessure grandit plus vite que le pansement.

Personne ne veut vraiment vivre dans un camp de personnes déplacées, ou recevoir des rations alimentaires d'une organisation humanitaire. Les gens préfèrent acheter ou cultiver leur propre nourriture et préparer eux-mêmes le dîner pour leurs enfants.

Alors comment commencer à s'attaquer aux causes sous-jacentes au Sahel ?

Revenons au début de l'année 2010.

La décennie précédente a été caractérisée par une certaine stabilité politique et sécuritaire en comparaison à d'autres parties du continent. De 2000 à 2010, nous avons constaté une amélioration, lente mais constante, des indicateurs de développement humain dans la plupart des pays du Sahel, en parallèle de l'amélioration des indicateurs de gouvernance et de croissance macroéconomique.

Imaginez une fillette dans la province du Sahel, au nord du Burkina Faso, à la frontière du Mali et du Niger. Appelons la Samira (Samira n'est pas une personne réelle mais j'ai rencontré beaucoup d'enfants comme elle). Elle a six ans en 2010. Elle a cinq frères et soeurs. Ayant survécu à la petite enfance - ce qui n'est pas le cas de 15% des enfants de sa communauté - Samira peut s'attendre à vivre une vie bien remplie, jusqu'à un âge plus avancé.

Les parents de Samira sont agriculteurs et vivent de l'exploitation d'un petit lopin de terre. De ce qu'ils cultivent, ils mangent ce dont ils ont besoin pour survivre et vendent le reste au marché. Samira est très intelligente malgré son jeune âge et sa mère a de grands espoirs pour elle. Ses parents économisent de l'argent pour pouvoir l'envoyer à l'école, ce qui ne va pas de soi dans cette région mais ils savent que l'éducation peut transformer des vies.

Imaginez maintenant un autre enfant, un petit garçon, Ibrahim, né en 2010, le premier enfant d'une famille vivant dans l'état de Borno, au nord-est du Nigeria.

Ses parents sont des éleveurs : ils vivent des revenus de leur troupeau de bétail. Ils travaillent également dur pour envoyer Ibrahim à l'école. Le lac Tchad, source historique de subsistance pour de nombreuses personnes dans la région, se rétrécissant fortement, la concurrence pour les pâturages augmentant et les autres opportunités économiques étant rares, ses parents espèrent que l'éducation offrira à Ibrahim une issue de secours.

Malheureusement, les choses vont se compliquer pour Samira et Ibrahim. La vie va devenir beaucoup plus difficile pour eux et leurs familles, comme pour des millions d'autres personnes. L'année où Ibrahim est né, un groupe d'opposition qui a évolué discrètement au cours de la décennie précédente sort de l'ombre et commence à mener des attaques terroristes, des attentats kamikazes, des kidnappings et des enlèvements dans son lieu d'origine. Le monde découvre alors Boko Haram. En 2014, ils attirent l'attention du monde entier en enlevant des centaines de filles d'une école secondaire - les filles de Chibok. L'année suivante, encore plus de filles sont enlevées à Damasak.

À l'exception du Burkina Faso, tous les pays de la région ont connu un certain degré de violence interne depuis la fin du régime colonial - qu'il s'agisse de guerre civile, de mouvements d'insurrection ou d'activités terroristes. Mais cette fois-ci, la situation était différente. Soudainement, les armes se sont répandues à travers les frontières poreuses de la région à la suite de la désintégration de la Libye alors que 2012 a marqué le renversement du gouvernement malien par les soldats rebelles.

Avant 2012, un seul groupe islamiste militant, Al-Qaïda au Maghreb, opérait au Mali. Mais au fil du temps, la force de l'Etat islamique et de son territoire s'est renforcé en Irak et en Syrie. Après 2014, les groupes extrémistes au Sahel ont tiré les leçons de leurs ambitions et de leurs tactiques. En 2018, plus de 10 groupes étaient actifs au Mali, au Burkina Faso et au Niger, en plus de groupes comme Boko Haram dans le bassin du lac Tchad. Rien qu'en 2018, plus d'épisodes violents ont eu lieu que sur l'ensemble de la période 2009-2015.

Outre la violence et l'instabilité, la dernière décennie a vu une accélération de la pression sur les ressources due au changement climatique et à la démographie, non atténuée par le développement économique ou l'adaptation.

Venons-en au changement climatique. Le Sahel se réchauffe à une vitesse alarmante. Les précipitations sont de plus en plus irrégulières, ce qui compromet l'accès à l'eau, à la pêche, au bétail et à l'agriculture. Cela alimente les tensions intercommunautaires, alors que les gouvernements ne parviennent pas à établir des stratégies de gestion des terres et des ressources équitables et transparentes pour contenir la situation.

Les symptômes de ces problèmes devinrent de plus en plus visibles depuis une dizaine d'années, sous la forme de déplacements à grande échelle et de la faim en augmentation.

En 2012, une importante sécheresse a touché 18 millions de personnes dans la région.

C'est à ce moment que les agences humanitaires ont commencé à s'engager fortement et de façon continue dans la région. Des problèmes humanitaires, notamment des pénuries alimentaires en 2006 et 2010, existaient déjà mais au début de la dernière décennie, de nombreuses agences humanitaires opéraient encore sur la base de réponses ponctuelles à ce qui semblait être des catastrophes à court terme. En 2014, une problématique humanitaire chronique, soutenue et croissante a touché les six pays dont nous parlons. Les agences humanitaires ont commencé à s'installer pour le long terme.

Qu'est-ce que la communauté internationale faisait d'autre pendant tout ce temps ?

Principalement un soutien aux interventions de sécurité. Des efforts internationaux comme l'opération française Barkhane et la mission de maintien de la paix de l'ONU, MINUSMA, au Mali, aux efforts régionaux comme le G5 Sahel et la Force multinationale mixte dans le bassin du lac Tchad. L'accent a été mis sur la nécessité de remédier aux lacunes des réponses sécuritaires mises en œuvre par les forces de sécurité des pays eux-mêmes. Je reviendrai sur cela par la suite.

Mais le soutien international aux efforts de développement - bien que vital - a été fragmenté, sous-financé et a manqué de cohérence.

Nous sommes donc maintenant en octobre 2020. Je voudrais en dire un peu plus sur notre situation actuelle et sur la rapidité avec laquelle les choses se détériorent.

En mars 2019, un peu plus de 4 millions de personnes ont été déplacées dans la région, un peu moins de 10 millions ont connu l'insécurité alimentaire et plus de 22 millions ont eu besoin d'une aide humanitaire.

Aujourd'hui, dix-huit mois plus tard, les déplacements ont augmenté de 25 %, l'insécurité alimentaire de 40% et le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire de 50%.

Le Burkina Faso, le Niger et certaines régions du Cameroun ont connu une forte détérioration sans qu'aucune amélioration soit observée dans d'autres endroits, notamment au nord-est du Nigeria et au Tchad.

Le Burkina Faso, qui était il n'y a pas si longtemps un pays pacifique et à fort développement, connaît aujourd'hui l'une des crises de déplacement les plus rapides du monde. 700 000 personnes de plus qu'il y a huit mois ont aujourd'hui besoin d'aide.

Au Niger, nous constatons une augmentation du nombre d'attaques extrémistes, et des niveaux de déplacements jamais atteints.

Au Mali, l'instabilité politique, avec le deuxième coup d'État en moins d'une décennie, menace de saper les efforts déployés pour lutter contre les extrémistes violents dans le nord du pays et de faire augmenter les besoins humanitaires.

Dans le nord-est du Nigeria, près de 11 millions de personnes, un nombre record, ont besoin d'une aide humanitaire cette année.

Les habitants de cette région sont pris au piège de toutes parts, soumis aux attaques et aux vols de la part de groupes extrémistes et de gangs criminels. Les forces de sécurité de l'État luttent pour les protéger mais dans certains endroits, elles font l'objet d'autant de méfiance que les groupes extrémistes eux-mêmes.

Et maintenant, depuis quelques semaines seulement, nous constatons un autre effet du changement climatique : des inondations sans précédent forçant les gens à quitter leur maison et les privant de leurs moyens de subsistance. Jusqu'à présent, les inondations de cette année ont eu un impact plus important que toutes les années précédentes pour lesquelles nous disposons de données. Dans toute l'Afrique de l'Ouest et du Centre, près de deux millions de personnes dans 13 pays ont été touchées.

Quelles sont les perspectives d'avenir d'enfants comme Samira et Ibrahim dans ces circonstances ?

Et bien, Samira a maintenant seize ans. Elle et sa famille font partie des nombreux habitants des régions du nord du Burkina Faso qui ont été contraints de fuir les conflits et la violence.

L'année dernière, des hommes armés ont attaqué le village de Samira. Comme beaucoup d'adolescentes, elle a été violée, à quinze ans. Un de ses frères aînés a été tué.

La famille de Samira vit dans un camp pour personnes déplacées depuis 2019. Bien qu'ils aient un abri et juste assez de nourriture pour se débrouiller, Samira souhaite désespérément rentrer chez elle. Mais avec l'arrivée quotidienne de plus en plus de personnes déplacées ainsi que par les risques de famine encourus dans sa province natale, il lui est difficile d'imaginer quand elle

pourra le faire en toute sécurité. Elle n'est plus scolarisée et il est peu probable qu'elle retourne à l'école un jour. Ses parents pensent que la seule option est peut-être de la marier.

Et puis COVID-19 est arrivée. Même si le Burkina n'est pas le pays le plus touché en termes de nombre de cas, l'impact socio-économique est réel. Les jeunes femmes comme Samira sont aujourd'hui davantage exposées à la violence, alors que beaucoup d'entre elles ont recours à des stratégies de survie risquées, comme des échanges sexuels monétarisés pour de l'argent ou de la nourriture.

Comment va Ibrahim ?

Il a dix ans maintenant. Depuis sa naissance, Boko Haram a organisé plus de 2 000 attentats dans son lieu d'origine.

Les familles comme celle d'Ibrahim vivent dans la peur, se demandant si elles seront à l'abri d'une attaque, si elles ne seront pas contraintes de rejoindre un groupe armé, ou si elles ne seront pas blâmées par les autorités, soupçonnées de collaborer.

Mais soyons optimistes un instant. Supposons que la famille d'Ibrahim vive toujours dans sa propre maison et qu'elle ait assez à manger pour l'instant.

Et qu'ils puissent le maintenir à l'école, ce qui est essentiel pour qu'il ait une chance d'améliorer ses perspectives.

Ce ne sont que deux histoires. Au total, plus de 30 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire dans ces six pays du Sahel.

Deux fois plus qu'en 2015.

La forte augmentation en si peu de temps est ce qui m'inquiète le plus - ce n'est pas un bon signe pour l'avenir.

Il est également de plus en plus difficile de faire en sorte que l'aide parvienne à ceux qui en ont besoin, ce pour deux raisons.

Premièrement, le financement de la réponse humanitaire au Sahel est chroniquement faible : jusqu'à présent, nous avons reçu moins de 40% de l'argent dont nous avons besoin pour cette année. Le déficit de financement est constamment plus important qu'ailleurs dans le monde. Deuxièmement, il est difficile d'obtenir de l'aide directe pour les personnes vulnérables. Il y a toutes sortes d'obstacles. Ils sont parfois bureaucratiques, parfois logistiques, parfois liés à de grandes distances, à de mauvaises infrastructures ou à des terrains accidentés.

Mais le problème le plus grave est que la région est devenue un endroit extrêmement dangereux pour les travailleurs humanitaires. En 2019, 85 attaques contre des travailleurs humanitaires - un

nombre record - ont été enregistrées, soit deux fois plus que l'année précédente, la pire jamais enregistrée jusque-là. Apporter de l'aide aux gens signifie affronter le danger d'être attaqué, enlevé ou tué. Je suis sûr que vous avez tous lu les nouvelles tragiques de six membres du personnel français de l'ONG ACTED qui ont été tués au Niger.

Et même si dans de nombreuses situations, les organisations humanitaires parviennent à négocier l'accès avec les parties au conflit, les groupes terroristes comme Boko Haram ou ISWAP rejettent tout simplement le rôle des agences humanitaires. L'assassinat de travailleurs humanitaires est une tactique de choix pour eux.

Maintenant, si vous me le permettez, j'aimerais imaginer avec vous à quoi ressemblera le Sahel dans dix ans, en 2030.

Le point essentiel est qu'aucune des réponses ou interventions de la dernière décennie n'a amélioré la situation sous-jacente ou modifié la trajectoire. Au mieux, elles n'ont fait qu'endiguer le flux.

Tout d'abord, il y a les pressions démographiques. En 2010, la population de la région était de 240 millions de personnes. Aujourd'hui, elle est de plus de 310 millions. En 2030, elle dépassera largement les 400 millions. Certaines projections prévoient près d'un milliard de personnes dans l'ensemble de la région d'ici 2050.

Deuxièmement, le Sahel est véritablement l'épicentre de l'accélération du changement climatique.

Comme nous l'avons dit, les conséquences sont déjà visibles. Mais d'ici 2100, les estimations les plus pessimistes indiquent que la région pourrait être jusqu'à huit degrés plus chaude qu'aujourd'hui - avec des températures moyennes quotidiennes atteignant déjà 35 degrés Celsius. On se demande comment, dans ces circonstances, la vie pourrait continuer alors que les trois quarts de la population dépendent d'une agriculture essentiellement pluviale.

Parmi les 15 pays les plus vulnérables au changement climatique, dix ont déjà des problèmes humanitaires chroniques pour lesquels nous avons mis en place des réponses chaque année pendant la majeure partie de la dernière décennie. Et pourtant, ces 15 pays - dont le Tchad, le Niger et le Mali - reçoivent moins de 6% de l'ensemble des financements multilatéraux mondiaux destinés à l'adaptation au changement climatique.

La chaleur a également des conséquences plus subtiles. Pour citer David Wallace-Wells, "la chaleur effiloche tout". Les scientifiques alertent sur une augmentation des conflits, de la violence domestique et des taux de criminalité à mesure que les températures augmentent. Ils prédisent que pour chaque demi-degré de réchauffement, les sociétés verront une augmentation de 10 à 20% de la probabilité d'un conflit armé.

Cela m'amène à mon troisième point. Comme nous l'avons dit, la violence et l'extrémisme dans la région sont en augmentation. Les réseaux illicites se renforcent et les efforts déployés pour les endiguer échouent.

On ne peut donc qu'imaginer que, si rien ne change, la violence augmentera et le sentiment de sécurité des sahéliens diminuera encore davantage.

En bref, le Sahel en 2030 abritera plus de personnes, vivant dans des conditions plus chaudes et plus violentes. Elles auront plus faim et seront plus sujettes aux maladies. Moins d'enfants, surtout parmi les filles, termineront leurs études secondaires. C'est un énorme problème car nous savons que les filles qui terminent l'école secondaire gagnent plus, se marient plus tard, ont moins d'enfants et sont plus susceptibles d'envoyer leurs propres enfants à l'école. Revenons donc sur la situation de Samira et d'Ibrahim.

En 2030, Samira aura 26 ans. Elle est encore jeune et pleine de potentiel, mais sa première décennie en tant qu'adulte aura été difficile.

L'aîné de ses enfants a maintenant dix ans. Elle en a peut-être quatre plus jeunes. Seulement 17% des femmes de l'âge de Samira ont actuellement accès à des contraceptifs modernes.

Elle est encore traumatisée par la violence qu'elle a subie à l'adolescence. Elle veut désespérément pouvoir retourner sur la terre de sa famille avec ses enfants mais ils vivent toujours dans un camp pour personnes déplacées.

Même si Samira a de la chance et qu'elle peut rentrer chez elle pour s'occuper de la terre de sa famille, celle-ci sera probablement moins productive et ses cultures seront plus vulnérables aux inondations et aux sécheresses. Certaines projections impliquent une réduction des rendements de plus de 30% d'ici 2080 et que l'agriculture pluviale pourrait être non viable au Tchad et au Niger d'ici 2100.

Comment se porte Ibrahim ?

Supposons qu'il ait réussi à terminer ses études secondaires - un investissement pour lequel ses parents ont travaillé très dur. C'est une vraie réussite.

Ibrahim a maintenant vingt ans. Il a quitté l'école il y a quelques années. Malgré ses grands espoirs, il cherche toujours du travail. Les opportunités économiques pour les jeunes hommes comme lui sont limitées dans l'état de Borno.

Il est de plus en plus mécontent. Et la pression sur lui augmente avec l'âge : sa famille compte sur lui pour lui assurer un revenu. Il veut se marier, mais a besoin d'argent pour se le permettre. Comme l'a dit un ancien enfant soldat à l'un de mes collègues, "le manque d'espoir, à un certain moment, pousse les humains dans les bras du diable". Ibrahim rejoint un groupe criminel, attiré

par la promesse d'argent et le sentiment d'avoir un but. Ce n'est qu'après quelques mois qu'il réalise qu'il a rejoint involontairement Boko Haram.

Qu'éprouve Ibrahim là-bas ? Peut-être un sentiment d'appartenance. Mais il sera aussi battu dans le cadre de son endoctrinement. Il peut être utilisé comme un bouclier humain. On peut lui donner de la drogue, à laquelle pourrait finir par développer une dépendance. Et il peut être forcé à commettre lui-même des actes de violence indicibles.

Ibrahim connaîtra certainement un profond traumatisme psychologique. Il aura du mal à quitter ce groupe qu'il n'avait même pas l'intention de rejoindre, par crainte de violentes représailles contre lui ou contre sa famille.

S'il s'échappe, il sera stigmatisé et rejeté, et risque de subir des représailles violentes de la part de la communauté. Il est peu probable qu'il reçoive beaucoup de soutien de quelque nature que ce soit. Il sera alors de retour à la case départ, à la recherche d'opportunités économiques là où il y en a si peu.

Les conséquences de notre incapacité à traiter cela au cours de la prochaine décennie et au-delà seront énormes et d'une grande portée.

Le plus important est pour les populations du Sahel elles-mêmes, qui méritent un meilleur avenir que celui qui s'offre à elles. Mais les problèmes auxquels le Sahel est confronté affecteront aussi d'autres.

L'instabilité politique est contagieuse. Certains groupes extrémistes à l'origine de la violence et des déplacements actuels ont clairement fait savoir qu'ils avaient de plus grandes ambitions. Les pays qui sont actuellement relativement stables, comme la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Togo et le Ghana, sont en première ligne. Nous avons déjà vu des extrémistes émerger dans le nord du Bénin.

Les pays voisins du Sahel seront également le premier lieu d'escale des migrants économiques et des réfugiés de la région.

Les pays en dehors de la région ne seront pas à l'abri des conséquences non plus. Le trafic illicite et de contrebande, le trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains, visent déjà d'autres régions, surtout l'Europe.

Il ne faudra pas longtemps à des groupes extrémistes plus nombreux, aux positions plus ancrées, incontrôlés et laissés à l'abandon, pour commencer à planifier et à lancer des attaques plus loin. Les problèmes que j'ai décrits sont vastes et profondément enracinés. Il ne sera pas facile de les contrer.

Mais il est possible d'imaginer un avenir différent pour la génération future, où des gens comme Samira et Ibrahim et leurs proches pourront vivre paisiblement dans leurs maisons, nourrir leurs familles, envoyer leurs enfants à l'école et construire une vie meilleure.

Que faut-il donc faire si nous voulons que cet avenir soit une réalité ?

Le point le plus important est que les politiques publiques doivent viser les causes, et non pas simplement répondre aux symptômes. Le deuxième est que la responsabilité principale doit être assumée par les décideurs de la région eux-mêmes, avant tout par les autorités nationales et locales légitimes. Sans ces deux éléments, la situation ne s'améliorera pas.

Ensuite, quatre piliers sont nécessaires pour agir.

Tout d'abord, et certains pensent que le chef de l'humanitaire de l'ONU ne devrait pas dire ça mais les autorités de l'État dans chaque pays doivent assurer le contrôle de leur propre territoire. Cela signifie qu'il faut poursuivre une réponse militaire contre les extrémistes et les criminels organisés. Ces extrémistes n'offrent en rien une vie meilleure aux personnes sous leur contrôle. Il suffit de demander aux personnes qui ont tant souffert sous ISIL en Irak et en Syrie.

Mais la réponse militaire doit être menée de manière à protéger, appuyer et gagner le soutien des communautés locales. Il s'agit de contrer l'insurrection, et aucun effort anti-insurrectionnel dans l'histoire n'a réussi sans l'engagement des personnes qu'il est censé protéger. Trop souvent, à l'heure actuelle, la réponse militaire est trop faible et trop mal gérée pour faire plus de bien que de mal. Il est irréaliste d'attendre des autorités nationales ou régionales qu'elles gèrent seules cette situation. Une aide internationale plus importante et de meilleure qualité est essentielle. En 2019, plus de 2 milliards de dollars ont été consacrés à des initiatives multilatérales de sécurité au Sahel. À cela s'ajoutent les dépenses encore plus importantes en matière d'assistance militaire bilatérale de pays puissants comme la France et les États-Unis en faveur des nations sahéniennes. Mais ne vous faites pas d'illusions sur le fait que c'est beaucoup d'argent par rapport à l'ampleur du problème. Ce n'est pas le cas. Il faut dépenser plus, et non moins, mais l'argent doit aussi être mieux dépensé.

Deuxièmement, une aide humanitaire plus complète, à plus long terme et à plus grande échelle est nécessaire. En 2019, les donateurs ont contribué à hauteur de 1,5 milliard de dollars aux appels humanitaires coordonnés par les Nations Unies pour ces six pays. Nous avons besoin d'un milliard de dollars de plus. Cette année, les coûts sont encore plus élevés, notamment en raison de la crise de COVID-19. L'année prochaine, ils vont encore croître. La charge du financement de l'action humanitaire doit être répartie plus équitablement. Pour l'instant, seuls quatre donateurs paient 60% de la facture mondiale de l'action humanitaire. L'action humanitaire - comprenant nourriture, logement, éducation, protection et services médicaux - est importante non seulement parce qu'elle permet de sauver des vies, mais aussi parce qu'elle envoie un message clair sur l'intérêt que portent le monde sur de ce qui se passe. Les agences humanitaires, soit dit en passant, doivent elles aussi améliorer leurs performances, notamment en s'efforçant de

valoriser les personnes qu'elles tentent d'aider, afin qu'elles puissent résoudre davantage de leurs propres problèmes, et ainsi renforcer leur capacité d'action.

Troisièmement, il faut investir beaucoup plus dans les services de base, en particulier l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable, l'assainissement et le planning familial. Des personnes en meilleure santé et mieux éduquées peuvent faire beaucoup pour elles-mêmes, ce qui est largement préférable que de dépendre d'une aide extérieure. La communauté internationale devra payer une grande partie de la facture pour cela. Mais les autorités nationales devraient concentrer davantage les ressources dont elles disposent sur ces priorités et être disposées à permettre aux organisations qui peuvent exécuter des programmes de manière efficace et effective - notamment dans de nombreux cas les organisations communautaires et les ONGs - de le faire, en particulier alors que de nombreuses institutions nationales restent aussi faibles qu'elles le sont actuellement. Il est particulièrement important que les besoins des femmes et des filles soient la priorité explicite fassent l'objet d'investissements. L'inégalité entre les sexes est plus prononcée dans la région que presque partout ailleurs dans le monde. Tous les pays ayant prospéré au cours du dernier siècle ont vu une amélioration du statut des femmes. Ce n'est ni un symptôme ni une conséquence. C'est une cause.

Quatrièmement, il doit être clair que les moyens de subsistance traditionnels historiques de la région, en particulier le pastoralisme nomade ou l'agriculture de subsistance, ne pourront pas faire vivre les futures populations du Sahel. C'est la conséquence brutale du changement climatique, de la pression sur les ressources et des tendances démographiques. Le processus de développement des dernières générations dans toutes les régions du monde a consisté à améliorer la productivité agricole et l'urbanisation pour développer de nouveaux moyens de subsistance. Des efforts de développement dans le Sahel doivent être déployés à plus grande échelle et mieux tenir compte des problèmes dont nous parlons ici et dont les infrastructures, une agriculture viable dans les conditions qui évoluent, l'électricité et une urbanisation bien planifiée doivent figurer parmi les priorités.

La mauvaise nouvelle de ce plan d'action est qu'il est très difficile de faire toutes ces choses à l'échelle et selon les normes nécessaires. La bonne nouvelle, cependant, est que de nombreux pays les ont faites, certains au cours des deux derniers siècles - mais beaucoup au cours des cinquante dernières années. Il n'y a aucune raison pour qu'avec de l'aide, le Sahel ne puisse pas le faire aussi.

Cependant, les tentatives actuelles de solutions sont à la fois inadéquates en termes d'échelle et déséquilibrées en termes de composition : une part trop importante de l'effort est consacré à la sécurité et aux besoins humanitaires, alors que trop peu est dédié aux causes sous-jacentes des problèmes. Mais la réponse à ce problème n'est pas de réduire les dépenses consacrées à la sécurité ou à l'aide humanitaire vitale. Ceci ne ferait qu'empirer les choses.

Soyons honnêtes : la seule façon pour la communauté internationale d'investir massivement dans des solutions aux problèmes du Sahel est de faire davantage confiance aux dirigeants nationaux et locaux, plus qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent.

Je vous propose ces suggestions en toute humilité. Je suis sûr que d'autres auront également des idées pertinentes, c'est pourquoi j'attends avec impatience vos points de vue et vos réflexions. Mais je suis sûr d'une chose. Il y a un énorme potentiel dans la région du Sahel et il est possible d'envisager un avenir bien plus prometteur. Nous allons actuellement dans la mauvaise direction et il faut changer de cap rapidement.

Je viens de parler des mauvaises comme des bonnes nouvelles. Il y en a plus. Vous, les décideurs politiques de l'avenir, n'aurez pas le choix que de prêter attention au Sahel. Les questions dont j'ai parlé sont devant vous. La bonne nouvelle, je l'espère, c'est que c'est vous vous sentez concernés.